

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**
Maire

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **15 mars 2019**

Exposé des faits admis

Faits liés aux manquements 1 et 3

1. Le 22 novembre 2017, le Comité exécutif engage Guy Grenier à titre de chef de cabinet, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2017-11-0457 (pièce E-6);
2. Le 17 avril 2018, François Vaillancourt transmet un courriel à l'ensemble des membres du conseil les invitant à lui transmettre leurs observations concernant la nature et la qualité du travail de Guy Grenier, tel qu'il appert du courriel contenu dans la demande d'enquête (pièce E-1);
3. Alain Laplante demande à plusieurs reprises d'obtenir copie de ces courriels, ce qui lui est toujours refusé;
4. Le 23 avril 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution congédiant Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-04-0173 (pièce E-9);
5. Le 25 avril 2018, le Comité exécutif adopte une résolution confirmant l'embauche de Guy Grenier et mandatant le cabinet Jolicoeur Lacasse afin de modifier le contrat de travail de Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-04-0144 (pièce E-11);
6. Le 30 avril 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-04-0173, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois une résolution congédiant Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-04-0200 (pièce E-13);

7. Le 2 mai 2018, le Règlement n° 1687 – Règlement modifiant le Règlement n° 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est adopté, tel qu'il appert du règlement (pièce E-15);
8. Ce règlement n° 1687 retire toute compétence décisionnelle au comité exécutif;
9. Le 4 mai 2018, une injonction provisoire est émise par la Cour supérieure dans le dossier de Guy Grenier (n° dossier 755-17-002790-189) ordonnant le sursis de l'exécution de la résolution adoptée par le conseil le 30 avril 2018 intitulée « Retour sur la résolution n° 2018-04-0173 – congédiement de l'employé portant le n° 00789 » au motif que le conseil municipal n'avait pas la compétence d'adopter une telle résolution en raison du règlement délégrant cette compétence au comité exécutif, tel qu'il appert du procès-verbal d'audience de la Cour supérieure (pièce E-38);
10. Le 7 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le comité exécutif adopte une résolution visant à rendre exécutoire la résolution n° CE-2018-04-0144 du 25 avril 2018 concernant la confirmation d'embauche de Guy Grenier ainsi que le mandat à donner à Jolicoeur Lacasse. Cette nouvelle résolution précise le montant du mandat et y inclut des consultations juridiques au comité exécutif et au maire dans le dossier de Guy Grenier. Un second mandat est donné afin que le cabinet Jolicoeur Lacasse intervienne au dossier de Guy Grenier, au nom du comité exécutif et du maire. Alain Laplante participe aux délibérations et vote pour cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-05-0162 (pièce E-16);
11. Le 9 mai 2018, Michelle Hébert, directrice générale adjointe, approuve un sommaire décisionnel dans lequel il est recommandé d'accorder un mandat à la firme Fasken pour représenter les intérêts de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier. Ce sommaire est approuvé en vue de la séance plénière du 14 mai 2018, tel qu'il appert du sommaire décisionnel (pièce E-40, annexe 1);
12. Le 10 mai 2018, Alain Laplante suspend François Vaillancourt et exige qu'il lui remette son ordinateur. Alain Laplante obtient l'ordinateur, tel qu'il appert des courriels (pièces E-21 et E-39);
13. Le 11 mai 2018, un projet d'ordre du jour de la séance plénière est transmis à Alain Laplante. Ce projet prévoit un point à l'ordre du jour concernant le mandat à être donné à Fasken pour représenter les intérêts de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier. Ce point s'intitule « Mandat à une firme d'avocats - Défense des intérêts de la Ville - Dossier judiciaire concernant la demande de pourvoi en contrôle judiciaire -

sursis et injonction provisoire, interlocutoire et permanente », tel qu'il appert du projet d'ordre du jour (pièce E-40, annexe 2);

14. Le 15 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution congédiant Guy Grenier et une autre résolution abrogeant les résolutions CE-2018-04-0144 et CE-2018-05-0162 adoptés le 25 avril 2018 et 7 mai 2018 par le comité exécutif. Alain Laplante prend part aux délibérations et vote contre ces résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 (pièce E-23);
15. Le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 concernant Guy Grenier, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois ces résolutions concernant Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre ces deux résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° 2018-05-0257 et n° 2018-05-0258 (pièce E-25);
16. Le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution mandatant la firme Fasken pour défendre les intérêts de la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-05-0267 (pièce E-25);
17. Le 24 mai 2018, Alain Laplante demande à ce que tous les projets d'ordre du jour lui soient soumis avant de les rendre disponibles aux membres du conseil, tel qu'il appert du courriel du 24 mai 2018 (pièce E-40, annexe 14);
18. Le 28 mai 2018, 10 minutes avant la séance du comité exécutif, Alain Laplante transmet cinq projets de résolutions dont une résolution concernant l'appui du comité exécutif à Guy Grenier (Chef de cabinet et attaché politique du maire), tel qu'il appert du courriel et des projets de résolution (pièce E-40, annexes 15 à 17);
19. Le 28 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le projet de résolution concernant l'appui du comité exécutif à Guy Grenier est adopté. Alain Laplante participe aux délibérations et vote pour cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-05-0165 (pièce E-26);
20. L'article 16 du contrat de travail de Guy Grenier prévoit qu'en tout temps, les parties peuvent mettre fin au contrat en donnant un préavis de six (6) mois;

21. Alain Laplante reçoit une demande du 6 juin 2018 de sept conseillers municipaux demandant une rencontre extraordinaire du conseil municipal pour le 11 juin 2018 à 18 : 00. Cette séance a pour objectif de voter sur une résolution visant à appliquer l'article 16 du contrat de travail de Guy Grenier en lui versant six (6) mois de salaire, tel qu'il appert de la lettre (pièce E-30);
22. Le 7 juin 2018, Alain Laplante transmet un courriel au greffier, François Lapointe, demandant de convoquer une séance extraordinaire pour le 11 juin à 18 : 00 dont le point à l'ordre du jour est le « Contrat de travail de l'employé 00789 », tel qu'il appert du courriel (pièce E-31);
23. Le 11 juin 2018, deux séances extraordinaires sont prévues : la première, à 17 : 30, dont le point à l'ordre du jour est : Résolution pour se prévaloir de l'article 16 du contrat de travail de l'employé n° 00789 afin de permettre le paiement à l'employé d'une somme globale équivalent à six mois de salaire majoré des avantages sociaux et la deuxième, à 18 : 00, dont le point à l'ordre du jour est : Contrat de travail de l'employé n°00789;
24. Le 11 juin 2018, seule la séance extraordinaire prévue à 17 :30 a lieu. Lors de cette séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution refusant d'entériner l'entente de principe du 30 mai 2018 et accordant une somme globale de six mois de salaire plus les avantages sociaux à Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0413 (pièce E-33);
25. Le 11 juin 2018, la séance extraordinaire prévue à 18 : 00 n'a pas lieu, faute de quorum, tel qu'il appert du procès-verbal (pièce E-34);
26. Le 18 juin 2018, lors de la séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-06-0413 refusant d'entériner l'entente de principe du 30 mai 2018 et accordant une somme globale de six mois de salaire, plus les avantages sociaux, à Guy Grenier, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte cette résolution pour une deuxième fois. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0419 (pièce E-36);

Pièces admises

27. Voir document « Exposé des faits aux fins d'admission » transmis par M^e Bouchard le 24 janvier dernier.

Date : 15 mars 2019



Direction du contentieux et des enquêtes
Procureurs de la Commission municipale

M^e Naomi Gunst, avocate
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Mezzanine, aile Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca